



Revalorisation “historique” : pas vraiment !

Les résultats de la consultation nationale lancée par la FSU-SNUipp sonnent l’alarme pour l’exécutif. Depuis les mesures salariales annoncées à grand renfort de communication au printemps dernier, le Président de la République et les différents ministres n’ont de cesse de vanter une “revalorisation historique” des personnels de l’Éducation nationale.

Première organisation syndicale de l’École, la FSU-SNUipp a lancé une consultation nationale des professeurs des écoles et des AESH pour montrer concrètement ce qu’ils et elles pensent de leur situation salariale. Avec 21 628 réponses enregistrées entre le 8 et le 22 septembre, les personnels se sont largement emparés de l’enquête et se sont exprimés de façon très tranchée : contrairement aux allégations de l’exécutif, la question salariale est bien loin d’être résolue.

Les résultats sont sans appel :

- 98,2 % des personnels considèrent que l’engagement d’une “revalorisation historique” n’a pas été tenu
- 73,7 % estiment qu’une augmentation supérieure à 300 € nets par mois serait juste pour les missions déjà exercées
- 2 personnels sur 3 pourraient quitter leur poste à cause du salaire

Alors que 330 000 enseignants et enseignantes partiront à la retraite d’ici 2030, que les démissions ont déjà triplé depuis 2009 et que les concours de recrutement ne font plus le plein depuis 10 années consécutives, ces chiffres sonnent l’alarme pour le Ministre.

Au moment où la concertation sur l’attractivité du métier enseignant débute, il est grand temps que l’exécutif entende que la rémunération est un enjeu crucial pour l’avenir de l’école et que la récente revalorisation est largement insuffisante pour résorber le déclassé salarial profond de la profession. Sans sursaut majeur dans la politique salariale de l’Éducation nationale, la crise actuelle ne fera que s’aggraver.

L’enquête de la FSU-SNUipp montre clairement ce que les personnels attendent : une augmentation immédiate d’au moins 300 € nets par mois, pour toutes et tous et sans contrepartie.

En cette journée mondiale des enseignants, le Ministre doit entendre la profession et placer la question salariale au premier plan de la concertation en cours.

La FSU-SNUipp appelle les personnels à se mobiliser pour les salaires lors de la journée du 13 octobre.